



**PRÉFET
DU HAUT-RHIN**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

SERVICE DE LA COORDINATION DES POLITIQUES
PUBLIQUES ET DE L'APPUI TERRITORIAL

BUREAU DES ENQUÊTES PUBLIQUES ET
INSTALLATIONS CLASSÉES

Arrêté du **17 mars 2025**
**portant mesures d'urgence à la société BUTACHIMIE pour ses installations situées à
Chalampé**

Le préfet du Haut-Rhin
Chevalier de la Légion d'Honneur
Officier de l'Ordre national du Mérite

- VU le Code de l'environnement et notamment ses articles L. 511-1, et L. 512-20,
- VU l'arrêté préfectoral du 18 octobre 2016 portant prescriptions complémentaires (codificatif partie risque chronique) à la société BUTACHIMIE située à Chalampé,
- VU la notification transmise par l'exploitant par courrier électronique du 14 mars 2025 relatif à un incident survenu sur le site le 6 mars 2025,
- VU le courrier du 14 mars 2025 de l'inspection de la direction de l'environnement, de l'aménagement et du logement chargée de l'inspection des installations classées,
- VU la transmission du projet d'arrêté faite à l'exploitant en date du 14 mars 2025,
- VU les observations de l'exploitant formulées par courriel du 17 mars 2025,

Considérant que la société BUTACHIMIE exploite des installations classées pour la protection de l'environnement relevant du régime de l'autorisation,

Considérant l'évènement survenu le 6 mars 2025 sur les installations de l'établissement,

Considérant que la notification transmise par l'exploitant fait état d'environ 900 kg de butadiène introduit dans le circuit d'eau de refroidissement « E28 » (circuit fermé sans rejet direct au milieu naturel) sans pour autant que l'exploitant ait la garantie que des poches de ce gaz n'aient pu se former dans des points singuliers du circuit (bras mort, points hauts, etc),

Considérant que le risque de présence résiduelle de ce gaz ne peut être écarté et qu'il convient de considérer ce risque comme un potentiel de dangers à supprimer des

installations,

Considérant que l'article L. 512-20 du Code de l'environnement dispose qu'en vue de protéger les intérêts visés à l'article L. 511-1 le préfet peut prescrire la réalisation des évaluations et la mise en œuvre des remèdes que rendent nécessaires, soit les conséquences d'un accident ou incident survenu dans l'installation, soit les conséquences entraînées par l'inobservation des conditions imposées, soit tout autre danger ou inconvénient portant ou menaçant de porter atteinte aux intérêts précités,

Considérant qu'il convient de mettre en place des mesures d'urgences afin de garantir le maintien de la sécurité du site et des tiers, notamment des mesures visant à :

- considérer la présence jusqu'à preuve du contraire de butadiène dans le circuit d'eau de refroidissement « E28 » de l'établissement,
- établir un protocole d'intervention permettant à terme de garantir l'absence de butadiène sous forme de poche de gaz dans le réseau précité, en prévoyant des mesures d'intervention n'engendrant pas de risques ou de nuisances pour les intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du Code de l'environnement,
- surveiller l'évolution des concentrations en butadiène dans l'eau du circuit de refroidissement jusqu'à suppression du risque ,

Considérant que le délai de réunion du CoDERST pour la présentation préalable de cet arrêté n'est pas compatible avec l'urgence de sécuriser le site,

Sur proposition du sous-préfet, secrétaire général de la préfecture,

ARRÊTE

Article 1^{er} :

la société BUTACHIMIE, désignée «l'exploitant» dans le présent arrêté et dont le siège social est situé Usine de Chalampé – Gestiftsfeld - 68490 Chalampé, est tenue de respecter les dispositions du présent arrêté.

Article 2 :

jusqu'à ce que l'exploitant ait pu établir la preuve d'absence de butadiène dans le circuit de refroidissement dénommé « E28 », ce circuit est considéré (sur sa totalité) comme susceptible de contenir des phases pures de butadiène. Il est donc considéré, outre ses effets potentiels sanitaires, comme à risque incendie et explosion par l'exploitant dans ses procédures travaux, et interventions sur ou à proximité de ce circuit.

Article 3 :

avant le 21 mars 2025, l'exploitant transmet à l'inspection un protocole d'intervention visant à décrire les modalités d'intervention qui permettront de s'assurer in fine de l'absence de butadiène dans le circuit de refroidissement E28 et notamment l'absence de « poches de gaz » formées dans des bras morts, des points singuliers du circuit, ce sur l'ensemble du circuit de refroidissement.

Ce protocole devra être établi par rapport :

- aux risques présentés par le produit recherché afin d'éviter l'occurrence d'accident pouvant mettre en péril les intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du Code de l'environnement,

- aux nuisances environnementales que pourrait générer le produit (nuisances olfactives notamment ou émissions de Composés Organiques non maîtrisées).

Article 4 :

le protocole est mis en œuvre par l'exploitant sous son contrôle, **au plus tard le 28 mars 2025**. L'exploitant informe l'inspection de l'engagement du protocole et de sa fin de la mise en œuvre.

Article 5 :

l'exploitant met en œuvre une surveillance de la qualité de l'eau du circuit dit « E28 » jusqu'à suppression du risque de présence de butadiène de ce circuit. Cette surveillance est à minima réalisée une fois par jour sur la concentration en COT (Carbone Organique Total) dans les eaux du circuit. L'exploitant prend les actions correctives nécessaires en cas de mesure en dehors des plages de surveillance qu'il s'est fixées. Concernant le butadiène, le seuil retenu pour mise en œuvre d'actions correctives correspond au seuil de quantification de la substance.

Article 6 :

un rapport d'accident complet, conforme aux dispositions de l'article R. 512-69 du Code de l'environnement, et un rapport de fin d'intervention sont transmis à l'inspection 15 jours après la fin de réalisation du protocole mentionné aux articles précédents.

Article 7 :

délais et voies de recours

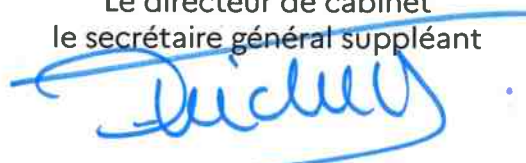
La présente décision peut être déférée au tribunal administratif de Strasbourg par voie postale ou sur le site www.telerecours.fr. Le délai de recours est de deux mois pour l'exploitant et commence à courir à partir du jour de la notification du présent arrêté.

Article 8 :

le secrétaire général de la préfecture du Haut-Rhin et le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une copie est notifiée à l'exploitant.

À Colmar, le *17 mars 2025*

Le préfet,
Pour le préfet et par délégation,
Le directeur de cabinet
le secrétaire général suppléant



Thomas DIMICHELE

